



Sommaire

Avant-propos.....	4
Objectifs	5
Economie et Culture	6
Activités culturelles.....	6
Subsides.....	6
Finance	7
Commerce local.....	7
Réactivité faible des pouvoirs locaux.....	7
Emploi *	7
Communication par la commune	8
Bibliothèque	8
Politique préventive.....	8
Fiscalité	8
Aide à la création d'entreprise.....	8
Ecoles dispensant les cours d'arabe	9
Urbanisme	9
Enseignement - Formation *	9
Déclarations fiscales.....	10
Activités pour Jeunes	10
Territoire.....	11
Territoire.....	11
Logements	11
Mobilité et parking	12
Sécurité.....	12
Personnes.....	14
Citoyenneté *.....	14
Relations intergénérationnelles	14
Social.....	14
Sport	15

Avant-propos

En termes d'échéance électorale, 2012 est une année importante.

Les élections communales représentent un rendez-vous essentiel entre le monde politique et les citoyens, la commune étant le premier échelon de la vie démocratique. Et donc le niveau de pouvoir le plus proche du citoyen.

C'est au niveau communal que nous sommes au quotidien amenés à interagir avec l'autorité. Bon nombre de décisions qui impactent notre vie au quotidien se prennent par les conseils communaux.

C'est pour cela que le choix des élus aux conseils communaux et des futurs membres des collèges communaux nécessite d'être bien informé des programmes, des enjeux et des compétences et d'avoir également une certaine exigence des profils des candidat(e)s qui se présenteront ou tenteront d'être reconduits dans leurs mandats respectifs. Nos représentants ne seront que le produit de notre vigilance... ou de notre désintérêt.

A l'inverse, il est tout aussi primordial que les directions et les sections locales des partis politiques puissent être informées des questions et des points d'intérêt qui mobilisent nos concitoyens. Ceci afin de pouvoir alimenter les débats internes qui débouchent sur l'élaboration des programmes mais aussi afin de vérifier dans quelle mesure ces programmes prennent en compte les attentes des électeurs.

C'est dans une perspective de contribution au débat public et de participation citoyenne que l'Association Belge des Professionnels Musulmans a organisé un Networking-Focus Groups le 26 janvier 2012.

Objectifs

L'objectif est double. D'une part, permettre à un panel de citoyens belges de confession musulmane dans leur majorité, issus de milieux professionnels différents, membres ou non de l'ABPM, de se prononcer sur les grands axes (Personne, Territoire, Economie) qui constituent les compétences communales. Il ne s'agit toutefois pas d'un échantillonnage de la communauté musulmane.

Ensuite, réaliser l'inventaire des constats et des demandes formulés et les soumettre aux instances des partis sous forme de mémorandum. Il ne s'agit ni d'un catalogue de revendications ni nécessairement les propres vues de l'ABPM mais plutôt un document de travail à l'adresse des partis politiques reprenant des attentes de citoyens. Il appartient aux équipes composant les listes électorales d'analyser la pertinence et la réalité des points rapportés et de les envisager au regard des programmes.

L'Association Belge des Professionnels Musulmans offre ainsi un canal de communication supplémentaire entre les citoyens de confession musulmane et le monde politique.

Version 3.0

Les sections marquées d'une * sont celles qui ont été enrichies au cours de la présente version de nouvelles propositions ou d'attentes relayées par l'ABPM

Economie et Culture

Activités culturelles

- Les théâtres ne permettent pas/peu l'accès aux artistes de culture étrangère en phase avec les communautés locales
- Les prix demandés pour les participations aux activités culturelles / théâtrales sont trop onéreux et ne permettent pas / peu l'accès aux résidents locaux
- Les programmations ne tiennent pas suffisamment compte de la diversité culturelle des populations locales
- Manque d'informations sur :
 - la mise à disposition de salles pour les activités culturelles ainsi que,
 - les programmes des théâtres locaux
- Absence de centres culturels au sein des communes ; certaines communes n'en ont pas

Subsides

- Difficultés à obtenir des subsides lorsque les demandes viennent de la communauté musulmane et/ou lorsque l'objectif est de servir la communauté musulmane en particulier et/ou la société dans son ensemble. Ces difficultés sont d'autant plus marquées lorsque l'association a un marqueur religieux dans ses statuts ou si ces membres sont étiquetés comme tels. Les autorités argumentent souvent en disant qu'elles ne peuvent financer des cultes. Or, l'engagement citoyen d'utilité publique d'inspiration musulmane n'est pas du culte. Le religieux reste un fait social et s'il y a un subside des autorités communales, il porte sur la pertinence du projet et non sur le caractère plus ou moins marqué de l'association.
- Les Communes ne favorisent pas suffisamment les activités culturelles (ex. les activités théâtrales)

Finance

- Absence de possibilité de financer des projets personnels et/ou professionnels selon l'éthique musulmane (ex. achat de maisons par le biais de prêt sans intérêt), or certains quartiers pourraient être redynamisés/relancés en termes d'activité économique si ces pistes sont envisagées
- Il n'y a pas ou peu de « financement alternatif » possible (ex. « microcrédit »)
- Budget participatif quand des citoyens décident de s'associer pour réaliser ensemble un petit projet dans leur rue ou leur quartier. Comment les autorités communales peuvent-elles soutenir et encadrer cette proposition ?

Commerce local

- La politique visant à dynamiser le commerce local est peu visible voire absente. Un effort de soutien doit être réalisé pour embellir les façades de ces commerces pour leur permettre d'avoir une meilleure intégration.
- Concentration, dans certains quartiers, de commerces de nuits (type night shops) alors qu'ils sont, parfois, absents ailleurs. Le constat est similaire pour l'offre de boulangers, de bouchers,...

Réactivité faible des pouvoirs locaux

- Les échevins ne répondent pas systématiquement aux questions qui leur sont adressées directement

Emploi *

- Les (grandes) enseignes commerciales n'engagent pas les citoyens de la commune
- Besoin de projets spécifiques et locaux pour l'engagement des jeunes dans le monde du travail
- Développer et encourager via les échevinats concernés (éducation et emploi) les liens entre le monde de l'entreprise et l'école :

- Inviter les entreprises au sein de l'école afin qu'elles rencontrent les futurs collaborateurs.
- Inviter les écoles au sein des entreprises afin que les élèves se rendent mieux compte de la réalité du monde du travail.

Communication par la commune

- Manque de communication quant aux projets et réalisations au niveau communal
- Manque de contrôle, de transparence et de communication quand à la gestion des dépenses au sein des communes
- Manque de communication quant aux différentes écoles qui dispensent les cours d'arabe

Bibliothèque

- L'offre de livres est trop orientée vers la culture occidentale; elle ne tient pas suffisamment compte de la diversité culturelle des populations locales dans le panel des livres mises à disposition

Politique préventive

- Constat d'« agressivité » de la politique des amendes plutôt que l'instauration de politique (réellement) préventive

Fiscalité

- Pas de possibilité de déduire fiscalement les dons faits aux mosquées, ou aux associations musulmanes, etc.
- Souhait d'harmonisation (et non augmentation) des additionnels communaux sur les IPP (Impôts des Personnes Physiques) au sein des différentes communes

Aide à la création d'entreprise

- Manque d'information sur les centres d'aide à la création d'entreprises

- Manque de centres d'aide à la création d'entreprises
- Développement de structures de micro-financement, y compris dans ses formes alternatives, permettant aux plus précarisés de démarrer une activité indépendante (même à titre complémentaire)

Services d'aides aux populations locales

- Manque d'information sur les différents services d'information et d'aide aux populations locales (ex. pour les déclarations fiscales, etc.)

Ecoles dispensant les cours d'arabe

- Manque d'encadrement des professeurs de cours d'arabe (ex. au niveau des outils pédagogiques)
- Besoin de mieux informer quant aux écoles dispensant des cours d'arabe

Urbanisme

- Manque d'harmonisation au niveau des enseignes commerciales
- Manque de parkings (surtout, gratuits), en général, mais aussi à proximité des stations de trains et autres transports publics (métro, etc.)
- Souhait d'une harmonisation des règlements de stationnement
- La propreté dans les rues doit être améliorée

Enseignement - Formation *

- Améliorer l'offre scolaire. En raison du décret mixité scolaire, les élèves du secondaire se voient imposer une liste d'écoles prioritaires en raison de la proximité du lieu de domicile. Le décret mixité doit s'accompagner d'un relèvement des moyens et de la qualité des écoles à proximité du lieu de domicile.
- développer l'esprit d'entreprise en tant que moyen de lutte contre le chômage des jeunes.
- Il n'y a pas suffisamment de communication synthétique par rapport aux formations (ex : celles encadrées par Bruxelles formation).
- Il faut promouvoir les formations relatives aux nouvelles technologies.

Déclarations fiscales

- Il faut mettre en place des services sociaux efficaces et qui aident concrètement les personnes dont les niveaux d'éducation sont les plus faibles.

Activités pour Jeunes

- Souhait que les scouts musulmans puissent bénéficier des mêmes conditions de subsides et de sécurisation des locaux que toute autre unité en Belgique.

Territoire

Territoire

- La signalisation, en générale, est très compliquée et, souvent, pas suffisamment claire / visible
- Les travaux urgents sont souvent à la traîne dans les quartiers dits « difficiles »
- Il faut donner les moyens de la démocratie locale :
 - faciliter la participation des citoyens avec un faible niveau d'éducation
 - pousser ces personnes à exprimer leurs attentes
 - adapter les moyens afin de mieux diffuser l'information auprès de ces personnes
- Souhait d'une meilleure offre en termes de parcs et espaces verts
- Souhait de voir les endroits réservés aux prostituées déménagés de la Gare du Nord, c'est un quartier populaire, avec beaucoup d'enfants, à proximité d'écoles, ...
- Il est anormal le fait que les prostituées du quartier Yser puissent déambuler dans les rues.

Logements *

- Il faut lutter contre la discrimination exercée par les propriétaires de logements privés
- Il faut améliorer la transparence quant aux méthodes d'attribution des logements sociaux, aux listes d'attente, etc.
- Il faut rendre accessibles, pour les sans abris, les logements inoccupés. Par exemple, les mettre sous la gestion du CPAS
- Manque d'information sur le « droit au logement »
- Souhait de meilleures informations sur les logements sociaux (leurs disponibilités, leur mode d'attribution, etc.)
- Développer plus en avant le rôle des agences immobilières sociales et mieux faire connaître leur action auprès des citoyens

- Souhait de logements convenables à des loyers raisonnables
- Souhaite de voir les offres en matière de logements sociaux refléter la situation des ménages en termes de surface habitable et du nombre de chambres. Un immeuble à logement sociaux qui ne propose que des appartements à une ou deux chambre(s) exclue de facto les familles nombreuses.
- Souhait de voir développer le principe de la location-achat des logements sociaux
- Constat de développement de quartiers ghetto. Il faut impérativement assurer la mixité sociale, culturelle, ... dans les quartiers dits « difficiles »

Mobilité et parking

- Souhait d'une simplification du code de la route et une amélioration de la signalisation et, en particulier, de sa visibilité
- Souhait des cartes de stationnement pour toute la commune et non plus par quartier
- Constat d'un manque important de places de parking dans Bruxelles et autres grandes villes du pays. Les cartes de riverains, à elles seules en tout cas, ne semblent pas apporter une solution. Surtout, à proximité des cafés, des restaurants, etc. Il est très difficile de se garer près de chez soi et, en soirée, ce constat s'avère être encore pire.
- Les parcomètres ne semblent pas être une meilleure solution. Au contraire, non seulement, les riverains ne trouvent pas de place dans leur quartier mais, qui plus est, ils doivent payer pour se parquer dans d'autres.
- Il faudrait favoriser là où cela s'avère possible les parkings à 45 degrés
- Il faut revoir la sécurité dans les transports en commun (surtout dans les métros)
- Souhait d'une extension, encore d'avantage, des lignes de métro

Sécurité

- Souhait de voir :
 - une politique efficace de lutte contre l'insécurité / le sentiment d'insécurité
 - plus de policiers dans la rue
 - une plus grande diversité (ethnique, ...) au sein des corps de police

- une meilleure formation des policiers quant aux aspects « multiculturels » de la Capitale
- Demande des services de prévention efficace et non de la figuration
- Il faut améliorer la collaboration entre les différents acteurs au sein des quartiers (mosquées, maisons de jeune, etc.)
- Prévoir plus de parking aux abords des mosquées pour éviter le stationnement incivique
- Une vraie lutte contre les actes d'incivilités (ex. non respect des policiers) doit être mise en place
- Constat qu'il ya trop souvent une majorité des policiers ne sont pas du quartier
- Les car-jackings sont malheureusement trop fréquents
- Les plaintes rapportées à la Police ne semblent pas être suivie. Ce sentiment d'impunité n'est pas propice à un renversement de la spirale négative de la délinquance
- La population n'a pas le sentiment que la Police locale est là pour les « aider » mais est plutôt ressentie comme exclusivement un agent répressif (amende, etc.).
- Constat de la présence de mineurs, à des heures tardives, dans les rues
- La population craint le moindre crime commis par un individu « d'origine étrangère », sachant que cela risque d'augmenter la discrimination voire la haine vis-à-vis de personnes des mêmes origines
- Sentiment que la répression et les jugements sont plus sévères lorsque les individus concernés sont d'«origine étrangère»

Personnes

Citoyenneté *

- Souhait que soit développé auprès des jeunes :
 - des activités liées à la prise de conscience de la citoyenneté. A partir du niveau de l'enseignement secondaire, organiser des visites des institutions politiques, les faire assister à une session parlementaire, leur en faire comprendre le rôle et l'importance
 - des activités d'initiation à la démocratie locale. A partir du niveau de l'enseignement secondaire, organiser une visite des autorités locales, les faire assister à un conseil communal et/ou faire venir à l'école des membres du Collège du Bourgmestre et des Echevins
- Souhait que soit développé plus en avant le rôle que les instances communales doivent jouer en matière de promotion locale de la diversité, en tant que richesse pour le vivre-ensemble

Relations intergénérationnelles

- Souhait que soit développées :
 - des activités pour les seniors ainsi que le partage d'expériences avec les plus jeunes : question de la transmission de la mémoire (écoles/associations/maisons de repos)
 - des initiatives ou des incitants qui aident à maintenir les personnes âgées le plus longtemps dans leur milieu familial ou chez elles. Il faut soutenir les associations qui aident en ce sens
 - des initiatives qui permettent la mixité générationnelle : étudiants et personnes âgées qui partagent une même maison

Social

- Souhait que soient mieux informés les publics d'origine allochtone (et donc aussi les familles musulmanes) sur les possibilités de devenir famille d'accueil pour les enfants (des mêmes origines) qui doivent être placés, cela réduit le choc culturel autant pour les enfants que pour leurs parents.
- Souhait que soit développé le sens de l'engagement social auprès de toutes les couches de la population

Sport

- Il faut mettre à disposition des habitants locaux, des infrastructures communales adéquates et, en particulier pour les femmes (ex. horaire de piscine spécifiques pour les hommes et pour les femmes sur demande pour autant que le projet soit interculturels « plusieurs femmes de plusieurs cultures qui se rencontrent »)
- Les coûts des inscriptions est un facteur bloquant pour les familles aux revenus modestes. Il faut investiguer les possibilités d'accorder une diminution, voire la gratuité de l'inscription, des assurances, etc. pour ces familles. Cela aura de nombreux avantages et notamment : de réduire le désœuvrement parmi les jeunes, d'améliorer leur condition physique, de lutter contre l'obésité, d'avoir meilleure sécurité, de responsabiliser les jeunes,....
- Souhait que les citoyens soient mieux informés des conditions et règles en vigueur quant à l'accès aux infrastructures communales pour les associations sportives